



### Informations du Guatemala

N°66 / 2ème année

Du 30 mars au 5 avril 1984

#### POLITIQUE

- Rodolfo LOBOS ZAMORA, général de brigade.
- Crise dans la sphère gouvernementale.
- Faim, pressions et abstentionnisme électoral.
- Les mécanismes électoraux sont peu sûrs.
- La venue de SCHLAUDEMAN.

#### ECONOMIE

- Le Guatemala devra peut être retarder le remboursement de sa dette.
- Crédit international et privatisation des entreprises d'état.

#### CONTRE-INSURRECTION

- Le commandant militaire de Suchitepequez a été relevé de ses fonctions.
- Recrutement forcé pour le service militaire.
- Les forces gouvernementales provoquent des incendits forestiers.

#### INSURRECTION

- Attaque insurgée contre un centre de renseignements de l'armée.
- Affrontement armé dans l'ouest du pays.
- Les F.A.R. occupent des tronçons routiers.

#### SITUATION SOCIALE

- Le gel des salaires.

#### DROITS DE L'HOMME

- Un trimestre de terreur, 1147 victimes.
- Plus de cinq mille arrestations de "suspects" au cours du trimestre.
- Des touristes sont arrêtés.
- La violence contre l'université continue.
- Une nouvelle vague de violence à Quetzaltenango.
- L'armée est accusée d'être l'auteur d'enlèvements massifs.
- La C.D.H.G. pour la libération des disparus.
- Solidarité à Washington.
- L'ambassadeur en Italie, un responsable du génocide.

POLITIQUE

RODOLFO LOBOS ZAMORA, GENERAL DE BRIGADE

Le colonel Rodolfo LOBOS ZAMORA, sous-chef de l'état, a été nommé le 31 mars au grade de général de brigade, durant une cérémonie où 24 autres officiers ont également été promus dans la hiérarchie militaire depuis le grade de lieutenant à celui de lieutenant-colonel.

LOBOS ZAMORA, que l'on considère comme un officier faisant partie de la ligne dure en matière de stratégie contre-insurgée, a été dénoncé par des organisations humanitaires comme responsable du génocide commis par l'armée dans le nord-ouest du pays, où il occupait en 1981 et en 1982 la fonction de commandant militaire de Huehuetenango.

En octobre 1983, après avoir occupé la charge de commandant des brigades de Quetzaltenango et de Mariscal Zavala, cette dernière étant dans la capitale, il a remplacé le général Hector Mario LOPEZ FUENTES à la tête du commandement de l'état-major général de l'armée, devenant ainsi le premier colonel à occuper cette charge depuis quinze ans.

Il a été le principal promoteur de la nouvelle loi constitutive de l'armée qui, en décembre 1983, conduisit au retrait de dix généraux et de vingt cinq colonels. Le 27 février 1984, il est nommé sous-chef de l'état.

LOBOS ZAMORA est le seul général de brigade de l'active dans l'armée (MEJIA VICTORES est général de division); selon des sources proches du gouvernement, il est déjà le "nouvel homme fort" du régime militaire.

CRISE DANS LA SPHERE GOUVERNEMENTALE

Un affrontement interne a lieu au sein du gouvernement militaire, a déclaré dans la dernière semaine de mars Danilo ROCA, du Parti d'Unification Anti-communiste. Ce qui, en conséquence, va provoquer une nouvelle vague de violence contre "les hommes politiques les plus représentatifs du pays".

Mario SANDOVAL ALARCON, dirigeant du Mouvement de Libération Nationale (M.L.N.), d'extrême droite, a affirmé, se référant à l'instabilité du régime : "Nous vivons dans une situation semblable à celle des derniers jours du régime RIOS MONTT".

A ce propos, Ramon ZELADA CARRILLO, secrétaire de presse du gouvernement, a déclaré : "Il serait absurde de penser que l'armée elle-même a l'intention de créer un nouveau gouvernement à l'intérieur de son propre gouvernement".

FAIM, PRESSIONS ET ABSTENTIONNISME ELECTORAL

"Si les guatémaltèques sont préoccupés par la sous-alimentation, il est clair qu'ils ne vont pas penser à la politique", a affirmé Gustavo ANZUETA VIELMAN, candidat à la présidence en 1982 pour le Parti Central Authentique Nationaliste, ultraconservateur.

ANZUETO a avancé que les élections à la Constituante de juillet vont donner lieu au "plus important abstentionnisme de l'histoire du pays", et il a ajouté que le fait que, jusqu'à aujourd'hui, beaucoup de personnes se soient inscrites sur les listes "ne prouve pas que cette quantité va voter, car les autorités exigent des gens le récépissé d'inscription pour la moindre démarche".

Depuis plusieurs semaines, on connaît des cas de travailleurs qui ont été licenciés pour ne pas être en possession de leur récépissé d'inscription, et même de quelques personnes qui ont été arrêtées pour ce motif.

#### LES MECANISMES ELECTORAUX SONT PEU SURS

Même les morts peuvent s'organiser en comités politiques et participer au processus électoral "étant donné que les responsables de l'inscription des citoyens ont reconnu ne pas disposer d'une méthode efficace et sûre, grâce à laquelle ils pourraient vérifier les quatre mille signatures que chaque comité doit obligatoirement présenter", a affirmé à la fin mars Mario SANDOVAL ALARCON, dirigeant du M.L.N..

Hector ARAGON QUINONEZ, du même groupe politique, a déclaré avoir la preuve définitive de ce que plus d'un comité politique a rempli frauduleusement ses feuilles d'adhésion.

#### LA VENUE DE SCHLAUDEMANN

Harry SCHLAUDEMANN, ambassadeur itinérant du président REAGAN pour l'Amérique centrale, est arrivé, le premier avril, au Guatemala, avec l'intention de "comprendre ce qui se passe" dans l'isthme, comme il l'a expliqué à son arrivée.

SCHLAUDEMANN a déclaré qu'il avait discuté avec le chef de l'état et le chancelier Fernando ANDRADE du travail du groupe de Contadora et de "la position du pays face au groupe".

#### ECONOMIE

##### LE GUATEMALA DEVRA PEUT ETRE RETARDER LE REMBOURSEMENT DE SA DETTE

Une réaction de pessimisme et de méfiance vis à vis du gouvernement militaire s'est faite jour dans l'entreprise privée après la publication récente par la compagnie nord-américaine Frost and Sullivan d'un rapport selon lequel la détérioration de l'économie guatémaltèque peut conduire à brève échéance le pays à prendre du retard avec ses obligations financières, a t'on appris le 3 avril.

Selon l'entreprise spécialisée, qui a réalisé une étude sur la capacité de paiement de la dette extérieure de 80 pays du tiers-monde, le Guatemala est "extrêmement pauvre", il a "des problèmes économiques qui n'ont pas été résolus" et il est l'un des quatre pays latino-américains à représenter le plus de risque dans le retard des paiements, étant donné que sa dette extérieure est de l'ordre de deux milliards de dollars.

C'est la première fois que le Guatemala est cité parmi les pays qui peuvent prendre du retard dans le remboursement de leur dette. "Cela prouve que les

autorités dissimulent les faits à propos de la véritable situation financière et économique du pays", a commenté un directeur de la chambre d'industrie qui a demandé à rester anonyme.

CREDIT INTERNATIONAL ET PRIVATISATION DES ENTREPRISES D'ETAT

L'augmentation des tarifs téléphoniques et électriques, récemment décrétée par le gouvernement, avait été décidée entre les autorités guatémaltèques et le Fond Monétaire International, a accusé le 29 mars le journal télévisé Aqui el Mundo, qui a affirmé posséder les documents qui confirment son accusation.

Le général MEJIA VICTOPES a admis que l'augmentation des tarifs était due à "des conditions imposées par la Banque Inter-américaine de Reconstruction et de Développement" pour accorder au pays un crédit de trente millions. "La façon dont ces entités internationales manipulent à leur gout et à leur caprice, grace à la complaisance de la bureaucratie, la souveraineté nationale est inadmissible", a ajouté Aqui el Mundo.

Pour sa part, la chambre d'industrie et de commerce a demandé au gouvernement qu'il empêche la hausse des tarifs téléphoniques et qu'il étudie sérieusement la prise en main de cette entreprise (celle des télécommunications) par le secteur privé.

L'entreprise nationale des télécommunications a eu, selon des rapports, un budget de 91 millions de dollars entre 1979 et 1982.

CONTRE INSURRECTION

LE COMMANDANT MILITAIRE DE SUCHITEPEQUEZ A ETE RELEVE DE SES FONCTIONS

Le colonel Rolando HERNANDEZ, commandant de la base militaire du département de Suchitepequez, sud-ouest du pays, et responsable de l'offensive contre les forces insurgées de l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) développée par l'armée dans la région depuis la mi-mars, a été relevé de ses fonctions le premier avril.

Cet acte a été interprété comme une reconnaissance implicite de l'échec de l'opération contre-insurgée dans la région caféière et montagnaise de Suchitepequez.

HERNANDEZ, qui occupe maintenant un poste administratif dans l'armée, a été substitué par le colonel Otto Erick PONCE, qui était jusque là commandant de la base militaire de Coban, dans le nord du pays.

RECRUTEMENT FORCE POUR LE SERVICE MILITAIRE

Durant la nuit du 29 mars, plus d'une centaine de soldats vêtus en civil et armés de mitraillettes a envahi les zones 7 et 19 de la ville de Guatemala ainsi que le village voisin de Mixco, et a capturé une grande quantité d'hommes, dont plusieurs mineurs, qu'elle a conduits dans les installations de la caserne général Justo Rufino Barrios de la capitale, ont accusé les proches des personnes capturées.

Les plaignants ont qualifié l'action militaire d'"illégal" et ont affirmé qu'il s'agit de recrutement forcé pour le service militaire.

#### LES FORCES GOUVERNEMENTALES PROVOQUENT DES INCENDITS FORESTIERS

Au cours du mois de mars, ont eu lieu de nombreux incendits dans les parcs et dans les terrains vagues de la capitale, ont fait savoir les corps de pompiers ainsi que la presse.

En un seul jour, se sont produits 24 incendits forestiers en différents endroits de la capitale, dans des zones limitrophes ou voisines d'installations militaires ou policières.

Plusieurs habitants ont assuré que les sinistres ont été provoqués par les forces de sécurité, afin d'éviter de nouvelles attaques de leurs installations par les insurgés, comme cela a eu lieu plusieurs fois durant ces derniers mois.

#### INSURRECTION

##### ATTAQUE INSURGEE CONTRE UN CENTRE DE RENSEIGNEMENTS DE L'ARMEE

L'attaque réalisée à l'aube du 2 avril par l'Organisation du Peuple en Armes (ORPA) contre la garde d'honneur et l'ancienne académie militaire, dans la ville de Guatemala, a provoqué la destruction du centre informatique de l'armée ainsi que de nombreuses pertes dans les rangs gouvernementaux, informe un communiqué de l'ORPA daté du 5 avril.

Le porte-parole de l'armée, le lieutenant colonel Edgar DJALMA DOMINGUEZ, a admis que l'attaque avait été faite avec des mortiers de calibre 60, et il a ajouté qu'elle était semblable à l'attaque de la maison présidentielle en janvier dernier.

Quelques instants après l'attaque, plusieurs ambulances militaires ont été dépêchées dans les deux installations militaires, voisines l'une de l'autre.

La garde d'honneur est, en importance, la deuxième base militaire du pays, et l'ancienne académie militaire abritait le centre informatique de l'armée, installé il y a quelques années par des techniciens israéliens; c'était le plus grand et le meilleur centre de renseignements de l'armée.

##### AFFRONTEMENT ARME DANS L'OUEST DU PAYS

L'Organisation du Peuple en Armes a causé quinze pertes aux forces gouvernementales durant un combat qui a eu lieu le 23 mars dans le département de San Marcos, ouest du pays, a annoncé le 5 avril l'organisation insurgée en question.

L'ORPA a indiqué dans un communiqué que le combat avait eu lieu dans les environs du village de San Ramon, commune de La Reforma, à quelques 240 kilomètres à l'ouest de la ville de Guatemala.

Deux jours plus tard, ajoute le communiqué, des forces de l'ORPA ont manœuvré, dans la même commune, deux colonnes de l'armée jusqu'à parvenir à les faire s'affronter l'une l'autre, "s'occasionnant un grand nombre de

6.

pertes, ce qui a conduit la mobilisation d'hélicoptères pour retirer les morts et les blessés".

En outre, des informations en provenance du département de Suchitepequez ont affirmé le 3 avril que les combats entre l'armée et les troupes de l'ORPA se poursuivent dans les communes de Chicacao et de San Miguel Panan, à environ 140 kilomètres au sud-ouest de la capitale.

Selon ces versions, l'armée a souffert de nouvelles pertes et a demandé des renforts aux bases militaires voisines, éléments qu'il n'a pas été possible de vérifier.

#### LES F.A.R. OCCUPENT DES TRONCONS ROUTIERS

Les Forces Armées Rebelles (F.A.R.) ont informé le 2 avril qu'elles avaient paralysé le 31 mars la circulation sur la principale route du département du Peten, au nord du pays, et qu'elles avaient occupé un autre tronçon routier entre les villages de San Juan et El Quetzalito.

Le communiqué insurgé précise que des réunions politiques ont eu lieu avec les passagers à qui on a expliqué les raisons et les résultats de la guerre populaire.

#### SITUATION SOCIALE

##### LE GEL DES SALAIRES

Le 30 mars, le général Oscar MEJIA VICTORES a ordonné le gel des traitements et des salaires dans la fonction publique, à l'exception des forces de sécurité.

Bien que la loi sur le service public prévoit des augmentations salariales pour les fonctionnaires tous les deux ans, la dernière augmentation a eu lieu en 1978.

Le ministre de l'intérieur, Gustavo Adolfo LOPEZ, a déclaré que la mesure ne touchera pas la police nationale qui "a un urgent besoin de grossir ses rangs pour la gigantesque mobilisation qui aura lieu durant les élections".

#### DROITS DE L'HOMME

##### UN TRIMESTRE DE TERREUR : 1147 VICTIMES

Selon diverses informations partielles de la presse et des organismes de secours, 1147 personnes ont été victimes de la violence gouvernementale durant le premier trimestre de 1984, au Guatemala.

Selon les informations, 407 personnes ont été assassinées, 452 enlevées-disparues, et 508 blessées. Dans la majorité des cas les proches des victimes ont mis en cause les forces de sécurité, en uniforme ou en civil.

Dans la seconde quinzaine de mars, 46 personnes ont été assassinées, 25 enlevées et 41 blessées par balles.

La majorité des personnes assassinées ont été torturées auparavant, les cadavres apparaissent fréquemment mutilés ou défigurés pour empêcher leur identification.

Les victimes, selon les données, font parties de presque tous les secteurs sociaux, se sont en particulier des travailleurs, des syndicalistes, des professeurs d'université, des étudiants, des collégiens, des instituteurs, des paysans, des maitresses de maison, des dirigeants ou militants de groupes politiques, des commerçants et des artisans.

#### PLUS DE CINQ MILLE ARRESTATIONS DE "SUSPECTS" AU COURS DU TRIMESTRE

1837 personnes ont été arrêtées comme "suspectes" durant le mois de mars, au cours de raffles effectuées par les forces combinées du gouvernement, a informé le bureau de presse de la police nationale le premier avril.

Selon la même source, environ cinq mille personnes ont été arrêtées depuis le début de l'année au cours d'opérations de contrôle en différents endroits du pays et plus spécialement dans la capitale.

Des sources de l'institution judiciaire informent que quelques cent demandes de présentation personnelle ont été dirigées contre le ministre de l'intérieur et le directeur de la police nationale par des parents de personnes détenues dans ces opérations policières. Ces recours se sont montrés sans effets.

#### DES TOURISTES SONT ARRETES

Plusieurs touristes étrangers ont été arrêtés le 3 avril quand les forces combinées de l'armée, de la police nationale et de la garde ont envahi les hôtels de la ville de Panajachel, dans l'altiplano central du pays.

Selon les informations, les forces de sécurité ont commis des abus et des outrages contre les touristes, ce qui a provoqué des protestations des propriétaires d'hôtels.

[ A la fin des années 70, le tourisme occupait le troisième rang parmi les sources de devises du pays, mais aujourd'hui ses revenus sont insignifiants.

En décembre 1983, un groupe de touristes chinois fut agressé et torturé par la garde nationale.

#### LA VIOLENCE CONTRE L'UNIVERSITE CONTINUE

Julio ESTEVEZ RODRIGUEZ, professeur à l'université d'économie de la faculté de San Carlos, a été enlevé le 30 mars dans la capitale. Le même jour, les étudiants universitaires, Oscar Eduardo RECANCOJ et Gustavo ALVARADO LIMA ont été enlevés dans la ville de Quetzaltenango, tandis que, dans le département d'Escuintla, dans le sud du pays, a été assassiné Ruben GONZALEZ GARCIA, docteur en droit.

"Il y a des secteurs qui ont intérêt à voir disparaître le meilleur de la pensée nationale", a commenté le recteur de l'université nationale, Eduardo MEYER, qui a défini l'enlèvement d'ESTEVEZ comme une attaque directe contre l'université.

L'Association des étudiants en droit de l'université Rafael Landivar a publié un communiqué le premier avril condamnant l'assassinat du docteur GONZALEZ GARCIA. "Des faits semblables, déclare le communiqué, donne à la population l'impression que c'est le plus fort qui l'emporte, dans un pays sans loi et sans respect des droits de l'homme. L'impunité qui couvrira cet acte, de la même manière qu'elle a couvert des faits semblables dans le passé, est la preuve du mépris des autorités pour la loi".

UNE NOUVELLE VAGUE DE VIOLENCE A QUETZALTENANGO

Au moins sept personnes, des travailleurs, des étudiants d'université, des artisans et des commerçants, ont été enlevées par les forces de sécurité entre le 31 mars et le premier avril dans la ville de Quetzaltenango, la seconde ville du pays.

Quelques jours auparavant, les installations de l'université avaient été attaquées, et plus de quatre personnes ont été assassinées dans le village de Cantel, à environ dix kilomètres de Quetzaltenango.

L'ARMEE EST ACCUSEE D'ETRE L'AUTEUR D'ENLEVEMENTS MASSIFS

Evaristo Cristino LOPEZ BAMACA a accusé l'armée de l'enlèvement massif commis en août 1985 dans le village de El Rosario, commune de Tejutla, dans le département de San Marcos, ouest du pays, a-t-on appris à Guatemala le 31 mars.

LOPEZ BAMACA a fait une demande de présentation personnelle contre le ministre de la défense et les autres chefs militaires, en faveur de sept paysans enlevés par l'armée dans ce village.

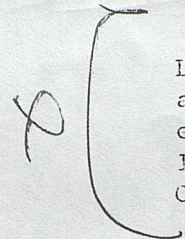
LA C.D.H.G. POUR LA LIBERATION DES DISPARUS

Un appel au gouvernement du Guatemala afin qu'il respecte les droits de l'homme et qu'il enquête sur la disparition de milliers de personnes a été lancé le 2 avril par la Commission des Droits de l'Homme du Guatemala (C.D.H.G.) et publié par le quotidien Prensa Libre.

La C.D.H.G. demande au régime du général MEJIA qu'il en finisse avec la pratique illégale et mette en liberté les personnes victimes d'actions répressives.

La pétition de la C.D.H.G. s'inscrit dans une campagne de caractère national et international pour obtenir la libération des emprisonnés-disparus et la liberté pour les condamnés par les tribunaux secrets de juridiction spéciale.

SOLIDARITE A WASHINGTON



La société Coca Cola sera tenue pour responsable de ce qui pourra arriver aux travailleurs qui occupent la chaîne de mise en bouteilles à Guatemala, et que le ministre de l'intérieur a qualifiés de "rebelle", ont déclaré le 30 mars à Washington les représentants de la fédération syndicale A.F.L. C.I.O., après leur visite au Guatemala.

L'AMBASSADEUR EN ITALIE, UN RESPONSABLE DU GENOCIDE

Le général Hector Mario LOPEZ FUENTES, ambassadeur guatémaltèque en Italie est responsable du génocide contre le peuple du Guatemala et a eu un rôle personnel dans l'enlèvement d'un ingénieur, ont déclaré fin mars à Rome des représentants du comité italien de solidarité avec le peuple du Guatemala.

Le groupe de solidarité accuse LOPEZ FUENTES d'avoir participé aux viola-



tions des droits de l'homme commis par les gouvernements des généraux LUCAS GARCIA, RIOS MONTT et MEJIA VICTORES.

Le général LOPEZ FUENTES a occupé la charge de sous-chef de l'état-major général de l'armée durant le gouvernement de LUCAS et celle de chef de l'état-major sous les gouvernements de RIOS et de MEJIA, jusqu'à sa destitution en octobre 1983.

Le comité a porté ses dénonciations au président italien, au premier ministre et au chancelier, et il a assuré que le diplomate guatémaltèque avait été nommé ambassadeur à Rome parce qu'il était en train de comploter contre le général MEJIA VICTORES.